

Economie francilienne : le ralentissement se confirme

En France et dans la zone euro, les perspectives d'activité se sont dégradées. Les mesures de consolidation budgétaire mises en place suite aux inquiétudes sur les dettes souveraines risquent de peser sur la demande intérieure. L'économie francilienne commence à être affectée par le ralentissement de l'activité. L'emploi salarié a baissé légèrement au troisième trimestre 2011. Le chômage progresse. Certains secteurs tels que l'information et la communication restent toutefois épargnés.

Benoît Pentinat, Insee Ile-de-France
François Rageau, Direccte

L'activité a rebondi au troisième trimestre 2011 dans les économies avancées (+ 0,5 % après + 0,2 %), sous l'impulsion des économies américaine et japonaise. Dans la zone euro, l'activité a progressé au même rythme qu'au trimestre précédent (+ 0,2 %). Mais elle a stagné en Espagne et s'est repliée en Italie en raison du recul de la demande intérieure.

Les pays de la zone euro sont confrontés depuis l'été 2011 à des tensions importantes sur les marchés financiers dues à des inquiétudes sur les dettes souveraines et à la dégradation des perspectives économiques. Ces turbulences devraient affecter l'économie réelle : les conditions de financement des entreprises et des ménages commencent à se durcir. De plus, les mesures prises dans la zone euro pour réduire les déficits publics risquent de peser sur le revenu des ménages et sur leur consommation.

La zone euro serait ainsi entrée en récession au quatrième trimestre 2011.

L'activité serait en panne début 2012, les moteurs internes de la croissance restant faibles au premier semestre. Les pays de la zone euro ne seraient toutefois pas tous affectés avec la même intensité par la contraction de l'activité. L'activité se stabiliserait en Allemagne dès le premier trimestre 2012 alors qu'elle continuerait de reculer en Italie et en Espagne sur l'ensemble du premier semestre.

Aux Etats-Unis, l'activité bénéficierait toujours de la bonne tenue de la consommation des ménages malgré l'arrêt de certaines mesures de soutien. Au Japon, l'effort de reconstruction continuerait de soutenir l'activité. Après un net ralentissement fin 2011, les économies des pays émergents mobiliseraient leurs marges de manœuvre budgétaires et monétaires pour stimuler leur demande interne. Le commerce mondial s'accélérerait sensiblement au premier semestre 2012 et apporterait un léger soutien dans la zone euro.

En France, croissance à l'arrêt depuis fin 2011

En France, l'activité a rebondi au troisième trimestre 2011 (+ 0,3 % après - 0,1 % au deuxième trimestre 2011). L'activité a été soutenue par les exportations (+ 0,8 %) et par un rebond de la consommation des ménages (+ 0,3 % après - 1,0 %). Celui-ci reste néanmoins limité. De plus, pour la première fois depuis le premier trimestre 2010, l'investissement des entreprises non financières a baissé.

Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

Crocis de la CCIP : Mickaël Le Priol
CRT : Aurélian Catana
DI Douanes Ile-de-France :
Catherine Etcheberry-Levan
Pôle emploi : Philippe Ricard
PRIF : Christophe Centonze
DRFIP : Eliane Dié
Région Ile-de-France : Florence Rey et
Michel Ruffin

L'élan de la demande intérieure semble s'être grippé.

L'activité aurait ainsi légèrement reculé au quatrième trimestre 2011 (- 0,2 %) et diminuerait également au premier trimestre 2012 (- 0,1 %). Elle se redresserait légèrement au deuxième trimestre (+ 0,1 %). La demande interne resterait cependant peu dynamique. Le profil de l'activité suivrait donc en grande partie celui des exportations, qui se seraient repliées fin 2011 mais devraient croître à nouveau au premier semestre 2012.

Avec la faiblesse de l'activité, la situation sur le marché du travail se détériorerait : 14 000 postes auraient été supprimés au second semestre 2011 puis 61 000 devraient l'être au premier semestre 2012 dans les secteurs marchands non agricoles. L'emploi baisserait à nouveau dans l'industrie (- 21 000 postes au premier semestre 2012) mais à un rythme moins important que celui enregistré depuis le début des années 2000. L'emploi reculerait également dans le tertiaire (- 39 000 postes), en particulier dans l'intérim.

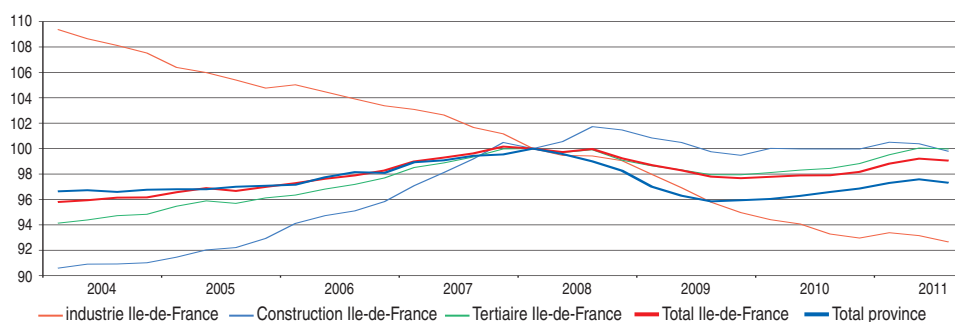
Le taux de chômage, qui s'est établi à 9,3 % de la population active en France métropolitaine au troisième trimestre 2011, augmenterait à 9,6 % d'ici mi-2012 en lien avec la dégradation de l'activité économique et de l'emploi.

L'emploi francilien affecté par le ralentissement de l'économie

Le marché du travail francilien n'est pas épargné par le ralentissement de l'activité. L'emploi salarié a diminué au troisième trimestre 2011 dans la région de 0,2 %, soit une diminution

1 Recul de l'emploi salarié au troisième trimestre 2011

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2008



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs. Données CVS.

Source : Insee, estimations d'emploi

de 6 500 postes. Cette légère baisse constitue un coup d'arrêt après six trimestres successifs de hausse 1. En un an, entre le troisième trimestre 2010 et le troisième trimestre 2011, l'emploi salarié francilien a progressé de 1,2 %, à un rythme comparable à celui observé en France métropolitaine (+ 1,2 %).

L'évolution de l'emploi est toutefois relativement inégale selon les secteurs d'activité. L'emploi a continué de reculer dans l'industrie (- 0,7 % sur un an), même si les pertes d'emplois ont été moins nombreuses qu'au cours des dix dernières années. Dans le secteur de la fabrication de matériels de transports, l'emploi salarié est reparti en légère hausse depuis début 2011. L'emploi a diminué très légèrement dans la construction (- 0,2 %). Il a progressé dans le secteur du commerce (+ 0,7 %), après avoir enregistré fin 2009 son plus bas niveau depuis dix ans.

Le secteur des services continue d'être le moteur de l'emploi francilien. L'emploi a augmenté de manière dynamique dans le secteur des services marchands (+ 1,8 %, soit 46 200 emplois créés sur un an), dépassant de-

puis mi-2011 son niveau d'avant crise. Cette progression n'est plus seulement tirée par le secteur de l'intérim, où l'emploi a augmenté de manière similaire (+ 1,9 %). Il a progressé nettement dans les secteurs de l'information et de la communication (+ 3,5 %), des activités financières et d'assurance (+ 2,2 %), de l'hébergement et de la restauration (+ 2,1 %) et des activités scientifiques, administratives et de soutien hors intérim (+ 2,1 %).

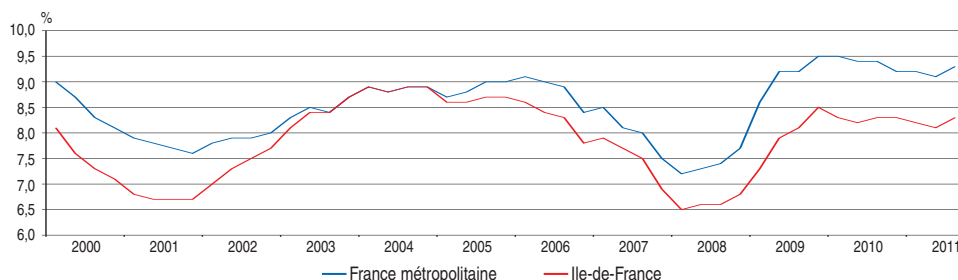
Légère remontée du chômage

Le taux de chômage a légèrement augmenté en Ile-de-France au cours du troisième trimestre 2011 comme dans le reste du pays 2. Il s'établit dans la région à 8,3 % de la population active. Il demeure inférieur d'un point à celui de la France métropolitaine. Entre le dernier trimestre 2009 et le troisième trimestre 2011, le recul du chômage est resté limité dans la région et en France métropolitaine (- 0,2 point). Le taux de chômage reste sensiblement différent selon les départements franciliens : il s'établit à 6,8 % dans les Yvelines et à 11,8 % en Seine-Saint-Denis. Dans ce dernier département, il a augmenté en un an, alors qu'il est resté stable dans le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine et a baissé dans les autres départements franciliens.

Progression du nombre d'inscrits à Pôle emploi au second semestre 2011

En décembre 2011, 757 070 demandeurs inscrits à Pôle emploi étaient immédiatement disponibles pour occuper

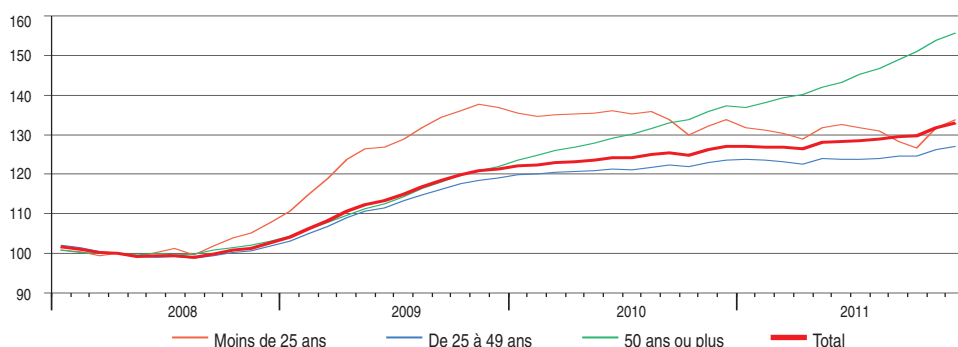
2 Le chômage repart à la hausse



Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières.

Source : Insee, taux de chômage localisés

③ Forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus Indice base 100 en avril 2008



un emploi en Ile-de-France. Parmi eux, 539 770 n'avaient pas travaillé durant le mois précédent. Après un premier semestre de quasi-stabilité ③, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité a fortement progressé (+ 4,3 % depuis juin 2011), ainsi que le nombre total d'inscrits à Pôle emploi immédiatement disponibles (+ 3,7 %).

Cette hausse a davantage touché les femmes que les hommes, contrairement à la période 2008-2009. Le nombre de seniors inscrits à Pôle emploi a continué à progresser rapidement (+ 8,7 %), alimenté par la fin programmée en 2012 de la dispense de recherche d'emploi. Ainsi, dans la région, 10 900 seniors se sont inscrits à Pôle emploi de juin à novembre 2011 alors que, dans le même temps, le nombre de dispensés de recherche d'emploi a reculé de 9 200 personnes. Le nombre d'inscrits depuis plus d'un an a augmenté deux fois plus vite que le semestre précédent, traduisant les

difficultés des personnes ayant perdu leur emploi à se réinsérer sur le marché du travail en cette période de faible croissance.

Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi a légèrement augmenté entre juin et décembre dans la région (+ 1,0 %). Il a progressé plus fortement en France métropolitaine (+ 2,3 %).

En un an, on observe une quasi-stabilité du nombre de cadres demandeurs d'emploi, alors que le nombre d'employés de commerce et de services a augmenté fortement par rapport à celui des ouvriers et des employés administratifs. Plus généralement, ce sont dans les métiers relevant des services aux personnes (santé, action sociale et sportive, services aux particuliers, hôtels) et dans les cafés et restaurants que le nombre de demandeurs d'emploi a le plus progressé. A l'inverse, le nombre d'inscrits dans les métiers industriels (hors ingénieurs) s'est

stabilisé. Il a légèrement baissé pour les ingénieurs et cadres techniques.

Le nombre de demandeurs d'emploi augmente au second semestre 2011 dans tous les départements franciliens. Il progresse fortement dans le Val-de-Marne, les Hauts-de-Seine, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne (entre + 4,3 % et + 4,5 %), plus modérément à Paris (+ 2,2 %). En Seine-et-Marne et en Essonne, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi a été régulière sur toute l'année, alors qu'elle s'est accélérée à Paris, dans les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise au second semestre.

Baisse des créations d'auto-entreprises

Avec un peu plus de 130 000 entreprises créées dans la région en 2011 ④, le nombre de créations est resté élevé mais largement en retrait du niveau record enregistré l'année précédente (- 11,4 %). Cette baisse s'explique par un moindre engouement pour le statut d'auto-entrepreneur. Les créateurs ayant opté pour ce statut sont en forte baisse (- 19,8 %). Mais les auto-entreprises continuent de représenter une création d'entreprise sur deux. Les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont restées stables (- 0,7 %). Cette stabilité masque toutefois des différences importantes selon la forme juridique choisie. Les créations de sociétés ont été en hausse (+ 2,2 %), tandis que les créations d'entreprises individuelles hors auto-entrepreneurs ont nettement reculé (- 10,6 %).

④ Les auto-entreprises représentent encore une création d'entreprise sur deux en 2011

	1 ^{er} semestre 2011			2 nd semestre 2011			Evolution 2011/2010 (%)		
	Ensemble des créations	Dont AE*	Dont hors AE*	Ensemble des créations	Dont AE*	Dont hors AE*	Ensemble des créations	Dont AE*	Dont hors AE*
Ile-de-France	68 943	34 664	34 279	64 241	33 003	31 238	-11,4	-19,8	-0,7
Industrie	1 995	1 019	976	2 144	1 227	917	-12,7	-6,5	-19,2
Construction	8 294	2 898	5 396	7 270	2 719	4 551	-9,1	-25,4	3,8
Commerce, transport, hébergement, restauration	16 688	7 232	9 456	14 746	6 295	8 451	-9,0	-13,8	-5,0
Information et communication	5 671	2 908	2 763	5 927	3 343	2 584	-8,5	-18,0	5,8
Activités financières	1 693	233	1 460	1 683	214	1 469	0,3	-12,7	2,6
Activités immobilières	2 065	345	1 720	1 815	329	1 486	0,4	8,0	-1,0
Activités de services	21 189	12 093	9 096	18 786	10 715	8 071	-14,9	-23,7	0,3
Enseignement, santé, action sociale	5 534	3 413	2 121	6 403	4 032	2 371	-7,7	-14,6	6,7
Autres activités de services	5 814	4 523	1 291	5 467	4 129	1 338	-20,2	-24,1	-4,0
France (y compris DOM)	288 710	151 666	137 044	261 095	140 055	121 040	-11,6	-18,6	-2,0

AE : auto-entrepreneurs. Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

Ventes de logements neufs en baisse

Le recul des ventes de logements neufs amorcé fin 2010 se poursuit en Ile-de-France. Au troisième trimestre 2011, les ventes ont diminué de 12,6 % par rapport au troisième trimestre 2010, à un rythme semblable à celui observé en France métropolitaine. L'abaissement des avantages fiscaux, un durcissement des conditions de financement ainsi qu'une forte hausse des prix de ventes au m² (+ 11,2 % au troisième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010 pour les appartements), en lien avec le développement de l'offre de bâtiments basse consommation, expliquent ce repli. Dans le même temps, les prix de vente des logements anciens continuent d'augmenter. Au troisième trimestre 2011, ils ont progressé de 12,1 % dans la région par rapport à l'an passé, à un rythme nettement supérieur à celui de la province (+ 4,3 %). La progression des prix marque toutefois le pas.

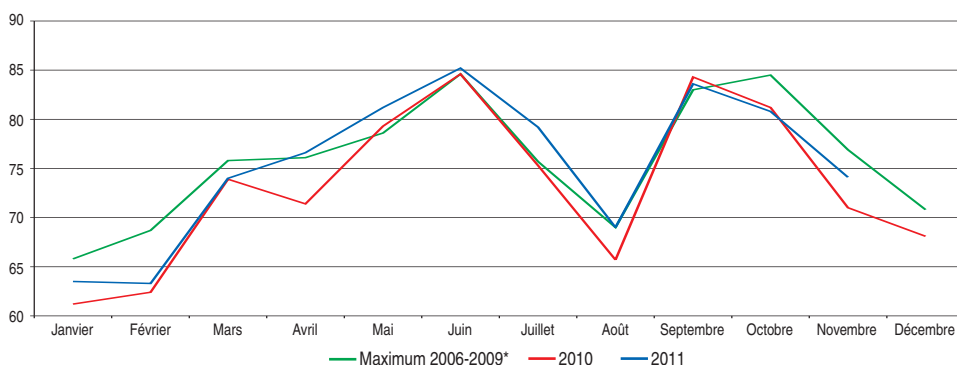
Les perspectives d'activité de construction de logements neufs restent toutefois favorablement orientées. Fin décembre 2011, le nombre de logements autorisés à être construits en Ile-de-France au cours des douze derniers mois a progressé de 20,5 % par rapport aux douze mois précédents. Il a augmenté de 17,3 % dans l'hexagone.

En revanche, dans le bâtiment non résidentiel, les perspectives se dégradent. La surface des locaux autorisés à être construits a diminué dans la région de 15,9 % alors qu'elle a crû de 6,5 % en France métropolitaine. Ce recul provient principalement des locaux industriels et de bureaux dont la surface autorisée au cours des douze derniers mois a baissé respectivement de 65,4 % et 24,6 % par rapport aux douze mois précédents.

L'activité hôtelière reste soutenue

L'activité hôtelière, qui a enregistré des nouveaux records entre avril et août, est restée

5 La fréquentation hôtelière ne faiblit pas Taux d'occupation des hôtels franciliens (en %)



*fréquentation maximale observée au cours de la période 2006-2009.

Source : Insee, DGCIS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

soutenue dans la région en fin d'année 2011

5. Au cours des mois de septembre, octobre et novembre, les nuitées ont progressé de 2,8 % par rapport à l'an passé, à un rythme légèrement inférieur à celui observé au niveau national (+ 4,2 %). L'activité a progressé en Ile-de-France grâce à une fréquentation plus importante de la clientèle française (+ 2,3 %) mais surtout étrangère (+ 3,3 %). Les clientèles en provenance de Chine et du Proche et Moyen-Orient continuent d'être en très forte progression. Leurs nuitées progressent respectivement de 17,7 % et 12,6 % par rapport à l'an passé. En revanche, les touristes britanniques, qui constituent la principale clientèle dans la région, sont toujours en retrait (- 3,7 %), confirmant le recul particulièrement prononcé observé depuis 2007. Ainsi, sur les onze premiers mois de l'année 2011, leurs nuitées ont diminué de près d'un tiers par rapport à la même période en 2007.

Rédaction achevée le 2 février 2012

Pour en savoir plus

« La zone euro marque le pas », *Insee Note de Conjoncture*, décembre 2011.

Pentinat B. : « Economie francilienne : ralentissement probable au second semestre », *Insee Faits et Chiffres*, n° 272, octobre 2011.

Pentinat B., Rageau F. : « La situation de l'économie francilienne continue de s'améliorer », *Insee Ile-de-France à la page*, n° 362, juillet 2011.

Source et définitions

Les estimations trimestrielles d'emploi sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement des statistiques établies par les Urssaf à partir des déclarations des établissements versant des cotisations sociales. Tous les établissements sont pris en compte, sans distinction de taille. L'Insee interroge également directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. L'indicateur d'emploi intérimaire est élaboré par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Les séries trimestrielles sont calées sur les estimations annuelles qui sont produites à partir du dispositif ESTEL (Estimations d'emploi localisé). Ces estimations sont corrigées de la multi-activité et correspondent à un concept d'emploi répertorié au sens du Bureau international du travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée.

DEFM : les demandeurs d'emploi en fin de mois sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Catégorie ABC : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Catégorie A : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant eu aucune activité au cours du mois.